

Communiqué de l'intersyndicale CFDT, CGT, FSU, SOLIDAIRES, UNSA du 18 août

A la crise économique et sociale de 2008 aux effets durables, s'ajoute la crise des dettes publiques de la zone Euro. Celle-ci et la nature des réponses politiques apportées par l'Union et les états membres menacent en permanence la stabilité de la monnaie commune et l'avenir de l'Union Européenne. Les conséquences sont lourdes pour les salariés.

Face à l'atonie de la croissance et à l'aggravation de la crise des dettes de la zone Euro, le gouvernement a prévu d'annoncer le 24 août des « mesures destinées à réduire le déficit de la France ».

La situation nationale est préoccupante. Les politiques menées et le faible niveau de croissance ne réduisent pas le chômage et mettent en cause la cohésion sociale et la solidarité :

- Le chômage reste très élevé, bien au-dessus de ce qu'il était avant 2008. Le chômage de longue durée s'est accru. La précarité s'est accentuée comme en témoigne la forte proportion d'embauche en CDD de très courte durée.*
- La situation des moins de 25 ans sur le marché du travail s'est particulièrement dégradée.*
- La politique fiscale est inéquitable et épargne les plus hauts revenus. Les revenus du travail sont plus mis à contribution que les autres revenus. Les suppressions d'emplois aveugles dans les fonctions publiques mettent en péril la qualité du service rendu. Les réformes sociales, telle celles des retraites, font porter l'essentiel des efforts sur les salariés et accentuent les inégalités.*

Pour l'intersyndicale, des réponses nouvelles priorisant l'emploi, la cohésion sociale (protection sociale, services publics,...), la réduction des inégalités (une autre répartition des richesses, le pouvoir d'achat, une autre fiscalité), la maîtrise des déficits publics sont urgentes.

L'intersyndicale, réunie ce jour, demande la tenue d'une véritable concertation sociale avec le gouvernement et le patronat pour examiner les mesures à prendre pour soutenir la croissance, soutenir l'emploi et réduire la dette tout en garantissant la cohésion sociale.

D'ores et déjà, l'intersyndicale estime indispensable l'intervention des salariés. Elle se réunira le 24 août au soir pour envisager les suites à donner. Celles-ci viseront à débattre avec les salariés des solutions à apporter et à organiser avec eux l'action pour faire pression sur le gouvernement et le patronat.

Paris, le 18 août 2011

Sommet SARKOZY –MERKEL / Pas de solidarité, plus d'austérité pour tous !

Suite à la rencontre du 16 août, le pire est à craindre à l'issue du conseil des Ministres du 24 août prochain.

En effet, le mini sommet Franco-allemand a accouché d'une souris, n'a rien apporté de nouveau se contentant de mesures floues et sans engagement de solidarité au sein de l'union Européenne.

Plutôt que des effets d'annonce, les français et les autres européens savent bien que tout dépend des politiques économiques suivies.

Celles-ci devraient s'appuyer sur une politique de croissance durable et plus de convergences en matière de droits sociaux et fiscaux au lieu d'amplifier libéralisme et austérité.

La Cgt exige une autre répartition des richesses, une véritable alternative et une maîtrise publique des systèmes financiers, est posée.

La Cgt réaffirme pour l'Europe :

Le besoin d'une solidarité économique et sociale entre les Etats de l'Union Européenne

La nécessité d'une harmonisation sociale et fiscale de haut niveau.

La mise en place de salaires minimum partout en Europe, point d'appui indispensable pour lutter contre le dumping social.

Une taxation à hauteur importante sur l'ensemble des transactions financières, consacrée au développement durable humain.

Enfin, la Cgt continuera de s'opposer au principe de la règle d'or, véritable outil de casse du système de protection sociale, de démantèlement des services publics et formidable frein à l'emploi et à l'augmentation des salaires, seuls moyens pour relancer durablement la consommation génératrice de croissance économique.

La mobilisation de l'ensemble des salariés sera déterminante pour imposer ces changements indispensables à une véritable justice sociale.

Pour des informations récentes, rapides et régulières

Vous avez la possibilité de recevoir des lettres d'information de notre syndicat national et de notre section syndicale CGT Finances Publiques. Des articles relatifs au fonctionnement et à l'actualité de nos services, aux réformes, aux réunions statutaires locales et nationales peuvent être ainsi adressés par notre syndicat local ou/et national aux agents qui nous ont autorisé l'accès à leur messagerie. De nombreux agents en sont déjà destinataires.

Bulletin à renvoyer à: Jean-Paul Cam SIP de Brest Rade 8 rue Duquesne 29606 Brest Cedex ou par mél à cgt.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr

Je soussigné(e),

Nom :

Prénom :

Affectation :

accepte de recevoir des informations de l'organisation syndicale ci-dessus dans la boîte électronique suivante :

.....@dgfip.finances.gouv.fr

Les envois pourront cesser sur simple demande de ma part.

Fait à le :Signature :